



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MATERIAUX BOIS EXPORT

11 B AVENUE MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE
33700 Merignac

Références : 25-0028
Code AIOT : 0100282489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement MATERIAUX BOIS EXPORT implanté 11 B AVENUE MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE 33700 MERIGNAC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, objet du présent rapport, avait pour objet de vérifier la situation administrative du site exploité par la société Matériaux Bois Export à Mérignac, non connue en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

L'inspection a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MATERIAUX BOIS EXPORT
- 11 B AVENUE MEILLEUR OUVRIER DE FRANCE 33700 MERIGNAC
- Code AIOT : 0100282489
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un site qui réalise de l'importation et de l'exportation de bois de construction et d'aménagement (bois de structure, aménagement extérieur et produits rabotés).

Le site de Mérignac dispose d'une plateforme de stockage d'environ 7000 m², dont 2000 m² couverts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/12/2024, article R511-9 et son annexe	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu du volume stocké, le site relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1532 comme détaillé ci après.

L'exploitant est tenu de régulariser sa situation administrative sous un mois, sans quoi des suites administratives et pénales pourraient être prises en son encontre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/12/2024, article R511-9 et son annexe
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : <u>Article R.511-9 du code de l'environnement</u> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u>Extrait de la nomenclature des installations classées :</u> Rubrique 1532 : Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues [...] 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ (A-1) 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (E) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (D)»

<p>(A) : régime de l'autorisation</p> <p>(E) : régime de l'enregistrement</p> <p>(D) : régime de la déclaration</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il dispose d'un parc de stockage d'environ 5000 m³ de bois. Le volume stocké est donc supérieur au volume pour lequel une déclaration est nécessaire.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué ne pas réaliser de traitement ou de travail de bois sur le site. L'exploitant a indiqué qu'il méconnaissait cette obligation et s'est engagé à réaliser la déclaration de son activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant régularise sa situation sous un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit en réalisant une déclaration ICPE sur le site entreprendre.service-public.fr pour la rubrique 1532 de la nomenclature • soit en passant sous les seuils de la nomenclature ICPE et en réalisant la démarche prévue aux articles R512-66-1 à R512-66-3 du code de l'environnement (mise à l'arrêt définitif et remise en état d'une installation soumise à déclaration) <p>Il est précisé que l'exercice d'une activité classée au titre des ICPE sans la déclaration ou l'autorisation correspondante est passible de suites administratives et pénales.</p> <p>L'exploitant confirme sous le même délai qu'il ne réalise pas d'autres activités susceptibles d'être classées au titre des ICPE. Il est notamment précisé que les activités de travail de bois et de traitement de bois sont des activités classées (respectivement via les rubriques 2410 et 2415 de la nomenclature)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>